COLONISATION AGRICOLE ET RÉFÉRENCE AU MILIEU URBAIN EXEMPLE DES VILLAGES PIONNIERS DE L'OPÉRATION YABASSI-BAFANG, AU NORD-EST DE DOUALA (Cameroun)

J.C. BARBIER

Sociologue de l'ORSTOM - centre de Yaoundé (Cameroun)

Dans un contexte d'exode rural, milieu urbain et milieu rural sont habituellement présentés en termes antagonistes qui s'excluent mutuellement. Le jeune rural qui part en ville, devient « déraciné », « détribalisé ». Il sera « parasite », chômeur déguisé vivant de micro-activités, scolaire irrécupérable pour l'agriculture. La ruralisation de l'enseignement et les opérations de développement agricole sont motivés, dans les discours officiels, par la nécessité, de plus en plus impérieuse, de « freiner » cet exode rural, d'en ralentir le rythme, de détourner vers d'autres espaces ruraux les flux migratoires qui aboutissent aux grandes villes. Un véritable retour à la terre peut même être préconisé et le discours s'adresse alors, en priorité, aux chômeurs des villes et aux jeunes scolaires.

Le colon est celui qui échappe à une double fatalité. Il est le portrait inverse du chômeur resté en ville qui risque de devenir dangereux pour sa société : improductif et non encadré. Il est aussi le portrait inverse de l'agriculteur traditionnel qui reste dans son milieu d'origine sans introduire les techniques agricoles susceptibles d'augmenter, quantitativement et qualitativement, la production des cultures d'exportation.

Le colon, fier d'un choix volontaire et conscient qui le situe comme citoyen participant au développement de son pays, tout en lui assurant la perspective d'une réussite économique individuelle, devient le pionnier d'une nouvelle société. C'est ainsi que les « pionniers » de l'Opération Yabassi-Bafang défilent la tête haute, dans les grandes villes de l'Ouest du Cameroun, en chantant, la hache sur l'épaule :

« Si tu veux manger
Il faut travailler
Le paresseux n'a pas droit au pain

Cultivons la terre
Amis travaillons
Il faut que nous travaillons
Nous serons heureux
Plus que les paresseux

Le voleur est un méchant
Qui détruit l'économie de la nation
Le voleur n'a pas de champ
Ni de maison

Vive, vive le Président
Ahmadou Ahidjo !

Cameroun, mon pays, tu es grand
Nous voulons que tu deviennes plus grand
C'est pourquoi nous voulons travailler
Pour que tu deviennes plus développé ». (1)

Dans une première phase, les intérêts des colons coïncident avec ceux de la classe dirigeante : d'une part, recherche de terres disponibles dont l'accès est, en fait, contrôlé par les pouvoirs publics seuls capables de les viabiliser (infrastructure routière, circuits commerciaux, irrigation, équipements sociaux et administratifs, etc...) ; d'autre part, augmentation des exportations et allègement des charges familiales du citadin.

Des périmètres de colonisation sont aménagés par les pouvoirs publics autour des régions qui

(1) Cet hymne a été composé par Momo Grégoire, responsable administratif et politique des pionniers lors du lancement de l'Opération et actuel député de Dschang.

manifestent un net surpeuplement, dans des zones où l'occupation de l'espace par les autochtones laisse encore des terres disponibles. Au Nord-Cameroun, les périmètres d'accueil invitent les montagnards « kirdi » à descendre en plaine pour y pratiquer la culture du coton. Des opérations sont lancées, avec des succès divers, pour tenter de décongestionner les plateaux de l'Ouest, notamment le pays bamiléké. L'opération Yabassi-Bafang s'inscrit à la suite de nombreuses autres tentatives et réalisations partielles : colonisation de la Rive Gauche du Noun (1932), puis du Nkogam (arrondissement de Foumbot) (1937), lotissement de Galim (1969), aménagement de la Plaine de Ndop, projet de Wum, etc... On attend, par un processus d'osmose entre deux régions démographiques de signe contraire, une meilleure répartition des populations dans l'espace national.

Récemment mise en valeur, la zone de colonisation agricole reste, pendant plusieurs années encore, handicapée par les séquelles de sa marginalité antérieure. D'autre part, elle peut garder un caractère toujours expérimental tant qu'elle n'a pas atteint un seuil d'irréversibilité. A l'extrême, une telle zone pourrait se définir, à première vue, comme un isolat, certes moderne, mais entièrement rural.

Cependant, la dimension promotionnelle qui est à la base même du projet du colon, réintroduit, dès le début, la référence au milieu urbain. La réussite de la colonisation agricole entreprise dans la partie nord du département du Nkam (l'Opération Yabassi-Bafang) nous est apparue, en partie, tributaire du milieu urbain : dans ce cas précis, elle ne se fait pas contre la ville. Elle se développe, au contraire, en s'articulant au milieu urbain, et c'est finalement en termes d'échanges ville-campagne que nous proposons d'analyser ici cette expérience.

***

L'opération Yabassi-Bafang s'inscrit dans l'histoire récente du pays bamiléké et par rapport aux courants migratoires qui affectent l'Ouest du Cameroun.

Dès le début de la colonisation, les plateaux de l'Ouest ont offert une main-d'œuvre importante. Les côtiers, qui s'y approvisionnaient déjà en esclaves (1), y dirigèrent les Allemands à la recherche d'une main-d'œuvre pour leurs grandes plantations de la région de Buéa. C'est principalement dans ce but (2) que ZINTGRAFF établit, en 1889, un pacte de sang avec Galéga I, Fon de Bali — une des chefferies les plus puissantes militairement du rebord méridional du plateau. C'est encore aux chefferies bamiléké que les Allemands s'adresseront pour la construction du chemin de fer du Nord, de Douala à Nkongsamba (1903-1911). Les Français firent de même pour prolonger, dans les années 20, la ligne de chemin de fer du Centre jusqu'à Yaoundé. Plus récemment, à la veille de la seconde guerre mondiale, les planteurs européens du Mungo et de la région de Foumbot firent recruter, par le biais des Offices Régionaux du Travail de Dschang et de Foumban, le personnel dont ils avaient besoin (3).

Aujourd'hui, c'est encore du pays bamiléké qu'on attend une mise en valeur des régions avoisinantes trop faiblement peuplées pour répondre aux incitations de développement : la plaine des Mbo (densité = 24 habitants au km^2) (4), l'arrondissement de Nkondjok dans la partie septentrionale du département du Nkam (d = 7), le département du Mbam (arrondissement de Ndikiniméki : d = 10, et district de Makénéné : d = 13), la Rive Gauche du Noun (d = 14), le district de Bankim, c'est-à-dire la Plaine Tikar (d = 4).

Cette attente rencontre effectivement une réponse bamiléké. Constatons d'abord que les densités des cinq départements bamiléké sont très fortes :

TABLEAU 1. — Population totale et densité du pays Bamiléké

Département	Population totale	Densité
Mifi	195 452	167
Ménoua	158 106	115
Haut-Nkam	92 639	97
Bamboutos	108 891	93
Ndé	83 555	55
Ensemble	638 643	103

Source : J. CHAMPAUD, Atlas Régional Ouest-2.

Dans le quadrilatère, Dschang-Mbouda-Bafoussam-Bangangté, les densités des chefferies dépassent

(1) Les « Polyglotta Africana », listes d'esclaves libérés et vivant en Sierra Leone, recueillies par le missionnaire S.W. KOELLE entre 1847 et 1853, énumèrent des noms à consonnance bamiléké. Le terme « bayon » utilisé par les populations bassa de la région de Yabassi — et qui signifie esclave — sert à désigner, dans un sens péjoratif, les habitants des plateaux de l'Ouest.

(2) Il s'agissait aussi de détourner le trafic d'ivoire vers Douala, au détriment de la vallée de la Bénoué qui aboutissait aux ports anglais du Nigéria.

(3) *Cf.* enquête d'I. DUGAST, archives IRCAM de Yaoundé

(4) J. CHAMPAUD — Atlas Régional Ouest 2 — ORSTOM Yaoundé 1972, 192 p.

toujours 150 habitants au km². Bahouan, à l'ouest de Bandjoun atteint 320 hab./km².

L'administration coloniale voulant éviter la diffusion des maladies phytopathologiques du café par une extension insuffisamment encadrée des plantations, et désireuse d'assurer une alimentation des marchés urbains en produits vivriers, pratiqua une politique malthusienne en limitant la caféiculture, sur le plateau, aux seuls notables et chefs. Ce n'est qu'à partir des années 50 qu'un changement de politique économique fit des plateaux de l'Ouest une des principales zones caféières du Cameroun. La démocratisation de cette

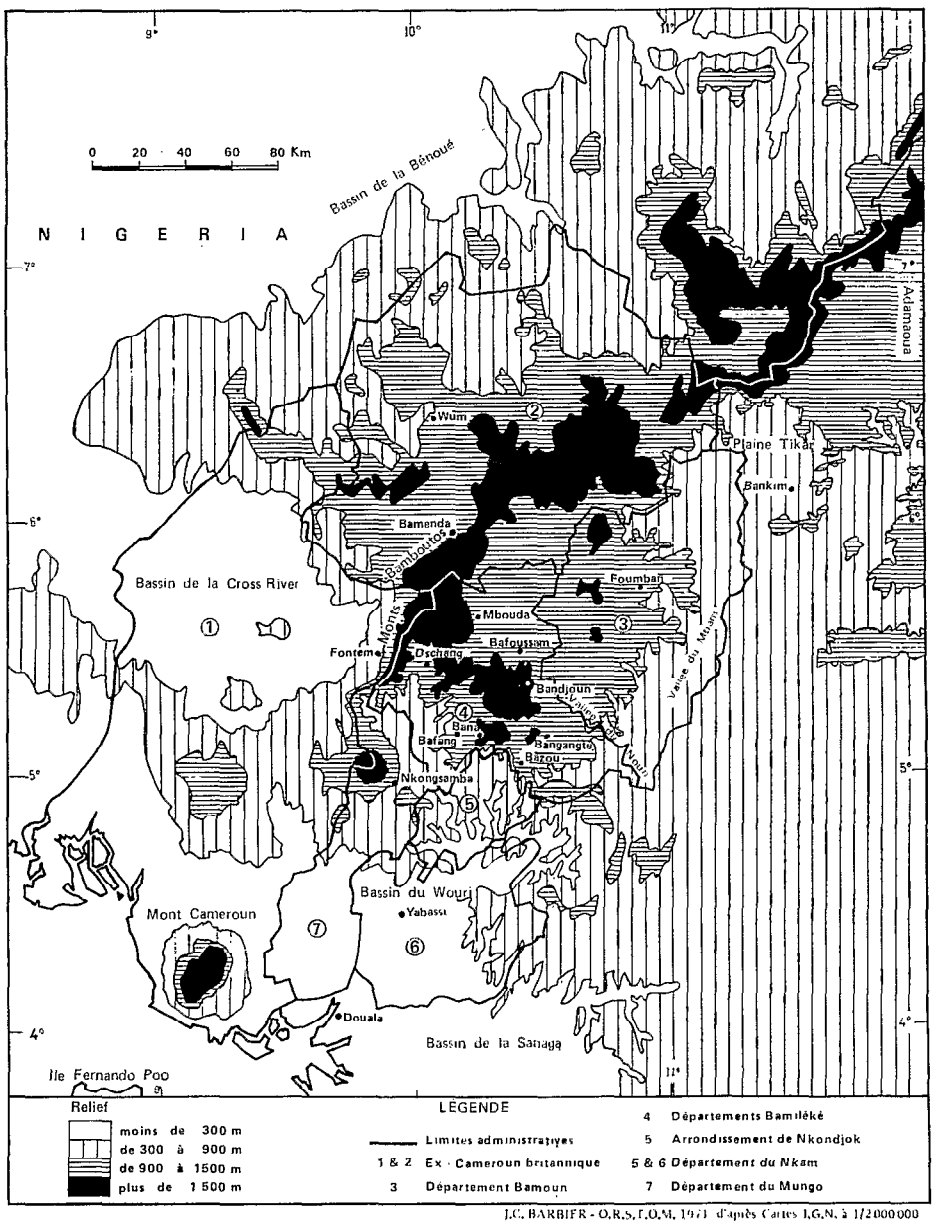

FIG. 1. — Les plateaux de l'Ouest du Cameroun

culture accentua considérablement la pression démographique sur les terres. Une solution temporaire fut trouvée, à l'encontre des conseils de l'encadrement agricole : la pratique des plantations mixtes (les femmes « mettent de la propreté » en cultivant des produits vivriers entre les rangs de caféiers, du moins durant les premières années, ce qui dispense des sarclages). Cependant, en dehors de quelques notables qui possèdent un capital foncier plus important, l'agriculteur ne dispose que d'une superficie trop restreinte : l'exploitation agricole du plateau bamiléké ne dépasse guère la moyenne d'un hectare.

TABLEAU 2. — L'exploitation agricole

Régions	Surface totale cultivée (ares)	Cultures vivrières (%)	Plantations (%)	Plantations mixtes (%)	Nombre total de personnes
Mbang-Nord (1)	96	26,8	6,8	66,4	4,7
Plateau bamiléké	111	34	3,7	62	7,5
Nkam-Ndikiniméki	153	29	30	41	5,7
Bamoum	165	55	23	22	7,4
Mungo	217	10	22	68	6,9
Mbam (cacao)	283	34	49	17	7,3

Source : J. CHAMPAUD, p. 82, *op. cit.*, d'après les travaux de CAPOT-REY, MAHDAVI et AUDEBERT, de la Direction de l'AgricultureYaoundé.

La révolte upéciste des années 60 (2), par ses conséquences, va accentuer ce phénomène de surpeuplement. Pour les besoins stratégiques de la pacification, les populations, jusque là dispersées dans un paysage de bocage, vont être regroupées. Des champs perdront de leur intérêt par suite d'une distance trop grande par rapport au centre de regroupement, et des activités traditionnelles ne pourront plus s'exercer, dans ce nouveau contexte, avec autant de rentabilité : petit élevage de chèvres et de porcs, cueillette du vin de raphia, exploitation des palmiers à huile (pour les chefferies les plus méridionales), lutte anti-érosive par l'entretien du bocage, ramassage du bois mort, etc... Dans les zones d'immigration, les troubles vont être l'occasion d'une remise en cause des statuts fonciers par les autochtones. Cette insécurité foncière, particulièrement vive dans le Mungo, rendait souhaitable l'ouverture de nouvelles zones d'accueil.

En 1964, afin de déloger les maquis upécistes qui demeurent à l'abri de la vaste forêt tropicale qui s'étend, au sud du plateau, de Yabassi à Bafang, et de Nkongsamba à Ndikiniméki, le projet d'une route NS traversant la zone est formulé et aboutit rapidement (3). Cette réalisation d'envergure (il a fallu franchir le rebord méridional du plateau bamiléké suffisamment abrupt pour être appelé « falaise ») va s'accompagner d'une opération de colonisation agricole pour rentabiliser le nouvel axe routier. Les promoteurs de l'Opération pensent d'abord aux gardes civiques (4) dont la reconversion est à envisager après les succès de la pacification. Ils pensent aussi aux quartiers surpeuplés de Douala où les chômeurs forment une masse dangereusement mobilisable au moindre incident (5) ; et à l'accroissement spectaculaire du volume démographique des chefs-lieux des départements bamiléké, accroissement qui ne correspond pas au nombre d'emplois qui y sont offerts. En 1966, le chantier routier descend la « falaise » bamiléké, et les trois premiers villages sont installés (6). Les colons reçoivent un lot de 6 à 8

(1) Partie nord du canton Mbang, arrondissement de Nkondjok, département du Nkam.

(2) L'union des Populations Camerounaises (U.P.C.) fut fondée en 1945 par Ruben Um Nyobé. Désapprouvant la façon dont se déroulait l'accession à l'Indépendance, l'U.P.C. engagea dès 1958 des actions violentes qui engendrèrent des maquis en pays bassa, puis bamiléké.

(3) La construction de la route commencée en 1965 se termine en 1970 par l'inauguration du pont de Toumbassala. Le génie militaire camerounais en a été le maître d'œuvre.

(4) milice recrutée parmi les originaires de l'Ouest, à partir de 1960, pour combattre les maquisards upécistes.

(5) par exemple, l'incendie du quartier Congo à Douala le 25 avril 1960.

(6) Financée en partie par l'aide extérieure (Fonds d'Aide et de Coopération), la gestion de l'Opération est confiée à la SCET-COOPERATION. Une société d'Etat (SODENKAM = Société de développement du Nkam) prendra la relève en 1971.

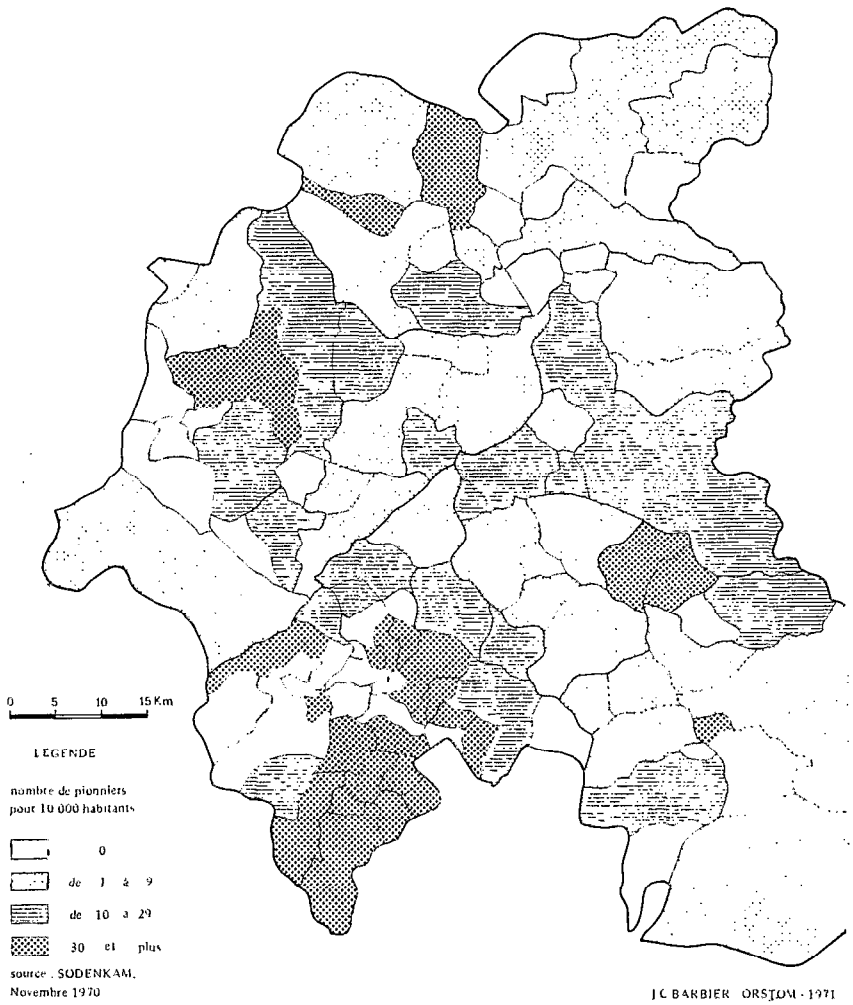

FIG. 2. — Origine géographique des pionniers Bamiléké

hectares dont ils deviendront propriétaires au terme d'un délai de 5 ans pendant lequel ils auront respecté certaines normes : présence effective, construction d'une case tôlée en briques de terre sèche défrichement d'une superficie minimum (1). Le contexte historique qui a vu naître l'Opération et les difficultés rencontrées par les premiers colons lors de leur installation en pleine forêt, justifient le terme de « pionniers » qui leur a été attribué et qui renvoie consciemment à la conquête du désert par les kibboutz israéliens.

En juin 1972, le recensement démographique des villages pionniers donnait les résultats suivants :

— 14 villages installés ;

— 1180 exploitants agricoles, dont 74 femmes ;

— 542 femmes mariées, 1 511 enfants, 107 personnes à charge ;

— population totale = 3 340 habitants.

(1) Il s'agit d'une colonisation agricole de type dirigée selon la typologie présentée par J.P. RAISON dans son article « La colonisation des terres neuves tropicales » in *Etudes Rurales*, n° 31, juillet-septembre 1968.

Les promoteurs de l'Opération n'ont pas été déçus par les gardes-civiques. Ceux-ci ont répondu à l'appel puisqu'ils représentent 17 % des pionniers des trois premiers villages. Originaires des départements bamiléké, déjà initiés à la vie en forêt par la lutte contre les maquis du Nkam, habitués aux campements (ce que furent, au début, les premiers villages), ils constituèrent un contingent d'élite, véritable « fer de lance » de l'Opération.

La référence au surpeuplement du pays bamiléké se trouve confirmée puisque 84 % des colons (96 % la première année) sont originaires de cette région.

TABLEAU 3. — Origine géographique des colons (lieu de naissance)

Année d'arrivée	Total	Département bamiléké	Nkam	Autres départements	Département bamiléké	Nkam	Autres départements
		(Nombre)			(%)		
1965-1966	96	92	2	2	96	2	2
1966-1967	112	104	8	/	93	7	/
1967-1968	305	276	18	11	90,5	5,9	3,6
1968-1969	330	268	46	16	81	14	5
1969-1970	312	233	68	11	75	22,5	3,5

Source : SODENKAM.

Un phénomène d'osmose s'est produit avec le département bamiléké le plus proche. Le Haut-Nkam, dans sa partie méridionale appelée « Petit-Diboum », est à moins d'une journée de marche de l'entrée du périmètre de colonisation. Les originaires de cette zone peuvent aller se ravitailler, en produits vivriers, dans leur famille respective, et reçoivent plus fréquemment la visite d'un aide-familial pour la plantation. A l'avantage de la proximité, s'ajoute celui d'un milieu écologique apparenté : les chefferies les plus méridionales du Haut-Nkam descendent résolument en forêt et leur économie est traditionnellement centrée sur l'exploitation du palmier à huile (élaéïs). L'économie forestière n'est donc pas une inconnue pour les originaires de cette zone qui se déclarent volontiers grimpeurs (pour aller cueillir les palmistes en haut de l'élaéïs), vignerons (de vin de palme), ou scieurs (carabottes et piquets) (1). Par rapport à la population totale de chaque département, c'est le Haut-Nkam qui fournit le plus fort contingent de colons. Sa participation s'élevait à près de 50 % des inscrits des deux premières années, et les abandons y sont proportionnellement moins nombreux. Conscients de leur nombre, ces originaires exercèrent une vive pression électorale au moment du renouvellement des comités de direction de village (en 1971) par oppositions aux ex-gardes-civiques.

Nous retrouvons la référence au surpeuplement bamiléké en constatant la présence de 74 femmes pionnières. Plusieurs sont veuves ou divorcées. Les

(1) Certains arbres comme le parasolier se débitent facilement en planches éclatées appelées localement carabottes.

TABLEAU 4. — Origine géographique des colons bamiléké

	1966	1967	1968	1969	1970	Total
	En nombre absolu					
Haut-Nkam	43	45	44	72	54	258
Mifi	19	20	59	90	84	272
Ménoua	19	26	57	52	50	204
Bamboutos	6	5	84	37	29	161
Ndé	5	8	32	17	16	78
Total	92	104	276	268	233	973
	En pourcentage					
Haut-Nkam	47	43,3	16	27	23,2	26,5
Mifi	20,5	19,2	21,4	33,5	36,0	28
Ménoua	20,5	25	20,5	19,4	21,5	21
Bamboutos	6,5	4,8	30,5	13,8	12,4	16,5
Ndé	5,5	7,7	11,6	6,3	6,9	8
Total	100	100	100	100	100	100

Source : SODENKAM, nov. 1970.

TABLEAU 5. — Participation des départements bamiléké à l'Opération proportionnellement à leur population totale

	Nombre d'inscrits pour 100 000 habitants	Nombre de départs pour 100 inscrits	Nombre de colons pour 100 000 habitants
Haut-Nkam	280	21	220
Mifi	138	29	100
Ménoua	130	38	80
Bamboutos	150	30	104
Ndé	94	14	80
Ensemble	152	28	110

Source : SODENKAM, nov. 1970.

plus âgées se contentent de faire surtout des cultures vivrières et de commencer la plantation en attendant la relève par la génération suivante. Quant aux plus jeunes, elles s'intègrent dans les groupes de travail et, par ce biais, leurs plantations rivalisent avec celles des exploitants masculins. En pays bamiléké, les femmes n'ont qu'un droit d'usage sur les terres et elles doivent s'adresser à plusieurs hommes pour obtenir une superficie cultivable correspondant à leur force physique : « vivant dans une perpétuelle insécurité en ce qui concerne leurs droits d'usage sur les terrains, les femmes sont sans cesse à la recherche de nouvelles terres... » (1). Cette insécurité s'est intensifiée depuis l'expansion de la caféiculture qui concurrence les champs vivriers. De plus, l'émigration et les troubles des années 60 où de nombreux chefs de famille trouvèrent la mort, ont déséquilibré le sex-ratio : en moyenne, chaque homme de 20 à 50 ans a à sa charge deux femmes, de la même tranche d'âge, qui lui demandent du terrain. Il s'agit aussi, pour plusieurs de ces femmes, d'acquérir une entière indépendance économique en devenant planteurs. Nous retrouvons là une attitude fondamentale de la femme bamiléké.

TABLEAU 6. — Répartition en âge de 100 colons au moment de leur inscription

Groupes d'âges	Les 3 premiers villages (1966)	Village de Kouendou (1970)
15 - 19	10	39
20 - 24	22	26
25 - 29	27	13
30 - 34	14	10
35 - 39	14	7
40 et plus.....	13	5
	100	100

Source : SODENKAM.

Par contre, l'Opération Yabassi-Bafang ne semble pas avoir eu jusqu'à présent un effet de décongestionnement des grandes villes. Rares sont les pionniers qui citent Douala comme résidence immédiatement antérieure. Depuis 1971, cependant, un effort d'information a été entrepris auprès des jeunes des villes du sud de l'ex-Cameroun Occidental. Ces jeunes, souvent originaires de la région de Bamenda, se sont embauchés dans les grandes plantations de la C.D.C. (2), puis se sont retrouvés chômeurs dans les centres urbains. Cet apport de jeunes citadins aboutit à la formation de villages où les moins de 25 ans sont nettement majoritaires.

En définitive, nous retrouvons dans cette nouvelle expérience agricole l'importance du plateau bamiléké comme pôle d'émigration, bien que le rythme annuel de l'immigration dont bénéficie la zone de Nkondjok reste très modeste par rapport à l'ampleur des mouvements migratoires qui affectent l'Ouest-Cameroun (3). Le milieu urbain, par contre, n'apparaît ni dans l'étude géographique des lieux de naissance, ni dans celle des résidences antérieures. L'étude géographique de la seule résidence antérieure des migrants valorise, en fait, la chefferie d'origine en tant que lieu de refuge à la suite d'un échec d'intégration urbaine. C'est finalement l'ensemble du circuit migratoire d'un individu qui peut révéler l'importance du fait urbain (4).

*
* *

Le processus de colonisation agricole n'est pas un simple transfert de population d'une aire d'habitat traditionnel à une nouvelle zone ouverte à l'immigration. Une analyse en seuls termes de passage d'une région à une autre, de répulsion de la zone de départ, d'attraction de la zone d'arrivée, d'adaptation de l'immigré au nouveau milieu écologique, ne rendrait pas compte de l'ensemble du phénomène.

(1) Jean HURAULT — L'organisation du terroir dans les groupements bamiléké. in *Etudes Rurales* n° 37-38-39 janvier-septembre 1970, p. 248.

(2) La Cameroons Development Corporation est une Coopérative d'Etat chargée de gérer les grandes plantations laissées en 1918 par les Allemands.

(3) Le rythme annuel de l'immigration dans les villages pionniers de l'Opération Yabassi-Bafang reste nettement inférieur aux prévisions (500 nouveaux colons par an) :

1965-66	96	inscrits
66-67	112	«
67-68	305	«
68-69	330	«
69-70	312	«
70-71	212	«
71-72	272	«
total	1 639	
décès	22	
abandons	437	(soit 27 % des inscrits)

nombre de pionniers en juin 1972 : 1 180.

(4) C'est notamment la méthode préconisée par Ph. HAERINGER — L'observation rétrospective appliquée à l'étude des migrations africaines — in *Cah.* ORSTOM, *Sér. Sci. hum.*, vol. V, n° 2, 1968.

L'installation du colon n'est que la dernière étape, peut-être provisoire, d'un mouvement migratoire souvent complexe. Les colons ont vécu de multiples expériences antérieures où ils ont appris à tenir compte des exigences de l'économie actuelle, et à partir desquelles ils ont élaboré des calculs à long terme. *Ce détour, de longueur et de durée variables selon les individus, est finalement plus important que le point de départ. Nous allons voir qu'il réintroduit l'importance du fait urbain.*

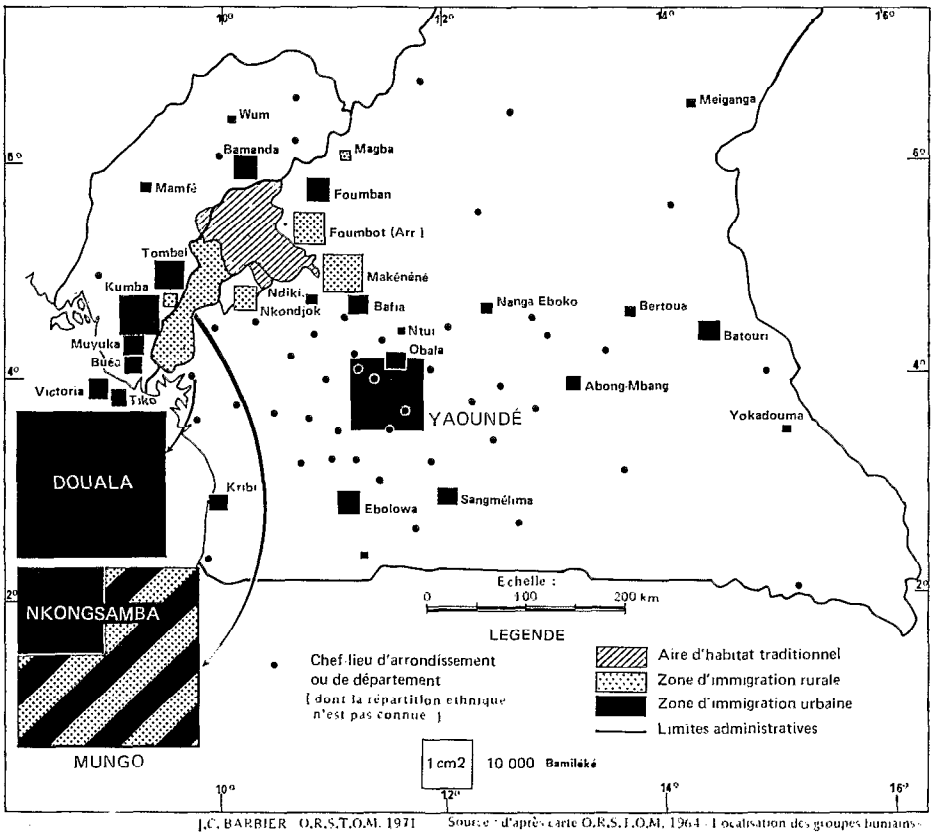

FIG. 3. — L'émigration Bamiléké

Une telle notion de détour, dans le temps et l'espace, est à resituer dans une perspective de promotion sociale de l'individu. En effet, dans les sociétés bamiléké traditionnelles, les statuts sociaux ne sont pas donnés à l'origine. Ils sont essentiellement acquis. Au sein même de son lignage, ce ne sont ni le rang de naissance, ni l'âge, qui accordent à l'individu une position prééminente : c'est par ses qualités personnelles qu'il sera distingué par son père pour être l'héritier. A la tête d'un lignage, il n'aura cependant pas une position comparable à celle d'un « aîné » dans une société de type segmentaire : des processus de segmentation opèrent après deux générations et limitent la taille du lignage (1). Les frères non-héritiers deviennent, quant à eux, fondateurs de nouveaux lignages et s'installent sur une terre qui leur est accordée, au nom du chef, par le notable responsable d'un quartier. Jusqu'au XXe siècle, l'accès à la terre ne posait pas de problèmes majeurs et ne créait pas de différenciation sociale. C'était essentiellement par l'accroissement de la force de

(1) J. HURAULT — La structure sociale des Bamiléké — éd. Mouton et Co. Paris, La Haye, 12, p. 30.

travail (femmes mariées et serviteurs), par des activités particulièrement lucratives dans un contexte d'économie de traite (chasse et trafic d'ivoire, commerce d'esclaves et d'huile de palme, etc...), ou par des services rendus au chef, que l'individu ambitieux pouvait s'enrichir. Sa réussite économique pouvait être alors consacrée par un titre de notabilité, reçu du chef, qui lui permettait d'entrer dans les grandes associations coutumières de la chefferie ; et pour les plus grands notables, responsables d'un quartier, l'autorisation d'organiser leur propre association. Au XXe siècle, les contraintes limitant l'accès aux cultures d'exportation sur le plateau — et donc le principal moyen d'enrichissement — alimentent un important mouvement migratoire. L'émigration offre la possibilité de devenir planteur en milieu rural, commerçant ou artisan en milieu semi-urbain ou urbain.

La promotion sociale commence aujourd'hui par la fréquentation scolaire. Nous constatons que le niveau d'instruction des colons est relativement élevé pour une société rurale. Dans les deux premiers villages :

— 60,3 % n'ont jamais été à l'école ;
— 16,2 % ont quitté l'école avant le CM2 ;
— 23,5 % ont atteint le niveau CM2 et plus (1).

Le jeune qui reste dans le milieu rural sans la perspective d'hériter, ou si cet héritage est insuffisant, ne peut survivre qu'en se spécialisant dans des activités négligées par les planteurs plus aisés, ce qui masque un début de prolétarisation agricole. Nombre d'entre eux, dans la partie méridionale du plateau bamiléké, louent leurs services comme grimpeurs, vignerons ou scieurs. D'autres restent ruraux en émigrant dans le Mungo comme aides-familiaux ou manœuvres agricoles. Là, ils ont pu s'initier aux méthodes modernes d'entretien d'une plantation de café robusta ou de bananiers.

Les centres urbains secondaires du plateau bamiléké et du Mungo, donnent l'occasion d'apprendre un métier de type moderne. C'est ainsi qu'on trouve dans les villages pionniers de nombreux colons spécialisés dans la construction de l'habitat : maçons, charpentiers, menuisiers, etc. Dans la phase actuelle de modernisation de l'habitat, qui est particulièrement nette dans tout l'Ouest-Cameroun, ces métiers sont valorisés. Nous avons trouvé, aussi, parmi les pionniers : des tailleurs, matelassiers, réparateurs de vélo, cordonniers, coiffeurs, photographes, bouchers, Un personnel domestique a été formé par les européens de Dschang et de Nkongsamba. Cependant, ces métiers ne peuvent pas s'exercer à temps complet dans les milieux ruraux ou semi-urbains : le marché solvable n'est pas très étendu, et les clients tardent à payer les services rendus. Par ailleurs, en plus des frais d'apprentissage qui accompagnent le stage chez un patron, il faut compter un capital de départ pour s'installer à son propre compte. Ce savoir-faire artisanal n'est donc pas suffisant à lui seul pour garantir une intégration urbaine. Ces difficultés conduisent l'artisan bamiléké à devenir planteur pour pouvoir exercer ensuite le métier qu'il a appris, comme activité complémentaire. C'est un tel projet qui s'actualise par exemple dans les villages pionniers. La colonisation agricole, dans le cas de l'Opération Yabassi-Bafang, permet la valorisation des métiers artisanaux appris lors d'une expérience semi-urbaine antérieure.

Plusieurs colons étaient, auparavant, salariés, et bénéficiaient donc d'une intégration urbaine plus poussée : employés d'administration, moniteurs d'enseignement, gérants de bar, etc. Pourquoi ont-ils préféré devenir planteurs ? Frais de logement et de nourriture, difficultés d'économiser une partie de son salaire à cause des loisirs et du parasitisme familial ; bref tout ce qui fait la fragilité en ville des salaires des catégories inférieures est nettement perçu par les intéressés. Devenus planteurs, ces ex-salariés sont fiers d'habiter une case spacieuse dont ils sont propriétaires, et de se nourrir de leurs produits vivriers. Ce retour à la terre est l'exemple d'un comportement « réaliste » qui contredit l'irrationnalité prêtée aux urbains « fascinés par l'ambiance de la grande ville ».

Sur 72 pionniers des deux premiers villages installés, 85 % avaient eu des activités non-agricoles dans un milieu urbain ou semi-urbain, et 1/3 ont eu cette activité dans une ville même du pays bamiléké. Le détour réalisé par le colon, avant son arrivée dans la zone, est donc très souvent un détour par le milieu urbain.

***

Un style de vie semi-urbain va s'élaborer progressivement dans la zone de colonisation agricole. Les campements en carabottes et toits de nattes des premiers colons, installés en pleine forêt, avant même l'arrivée de la route, ont fait place à des villages

(1) nous avons même trouvé des colons du niveau de la troisième !

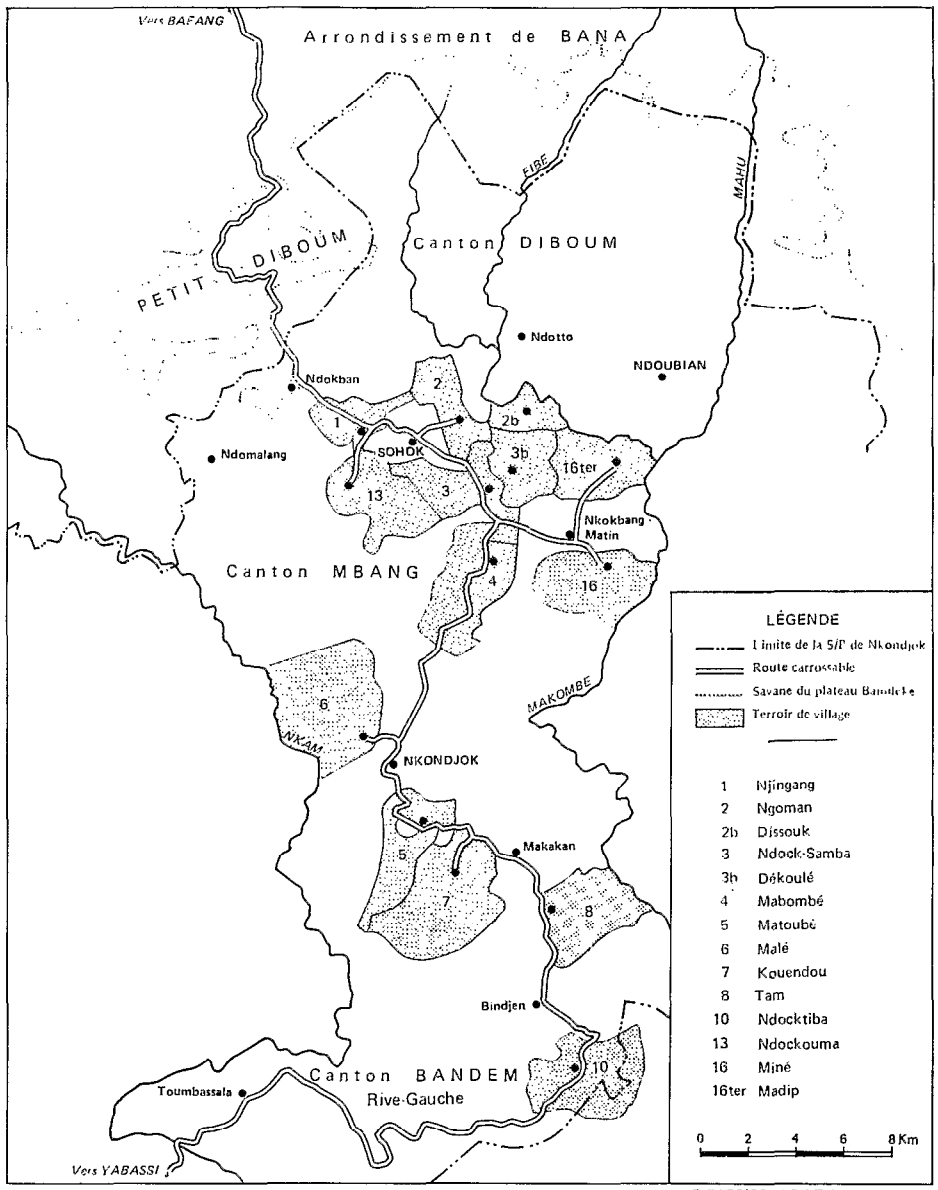

FIG. 4. — Les Villages Pionniers de l'Opération Yabassi-Bafang.

attrayants qui étonnent favorablement le visiteur. C'est un peu par un discours d'anciens combattants que les pionniers évoquent, aujourd'hui, les souffrances des premiers jours : la forêt oppressante qui décourage, les singes qui déterrent les tubercules, les moustiques et les colonnes de fourmis qui attaquent le campement la nuit, les reptiles qui gobent les premiers poussins, la crainte des maquisards, les épouses qui refusent de suivre leur mari dans une forêt qui leur apparaît lointaine et inhospitalière, les jeunes filles qui, pour le même motif, fuient comme la peste les colons célibataires, etc. A la place de ces campements, nous trouvons maintenant des communautés villageoises fières d'elles-mêmes. L'abri construit la première année est devenu la cuisine ; et, devant, s'est élevée, sur des fondations de pierres, une case en briques sèches, couverte d'une charpente et d'un toit de tôles. Cette modernisation de l'habitat, rendue possible par le niveau technique de la population pionnière, a été vivement encouragée par les responsables de l'Opération qui accordèrent un crédit pour l'achat des tôles (1). L'espace villageois est quadrillé par de véritables rues draînées par des fossés latéraux. La voiture peut ainsi s'arrêter devant chaque particulier ce qui n'est pas sans rehausser le prestige du propriétaire. Chaque colon dispose d'un lot de dix ares autour de sa case où il cultive des produits vivriers et plante des arbres fruitiers. Aucun quartier urbain de Nkongsamba et de Douala ne peut se flatter d'être aussi bien loti et entretenu.

De même, les villages pionniers n'ont pas à envier les équipements d'un quartier urbain. Avec les bars et les commerces ouverts par les ex-gardes civiques, et la présence de nombreux artisans, les colons jouissent de la plupart des services trouvés habituellement en ville. Les responsables de l'Opération ont essayé, par ailleurs, de développer les équipements socio-culturels :

— l'enseignement primaire : en 1970-71, fonctionnaient deux écoles à cycle complet, et trois autres atteignaient le niveau du cours préparatoire. Huit villages disposaient, à cette date là, d'un jardin d'enfants. Au total, la population scolaire était estimée à 852 enfants (2). Une « école sous l'arbre », dans chaque village, invite les adultes à s'alphabétiser.

— deux dispensaires (Sohok et Nkondjok) sont complétés par des tournées de soins médicaux et des stages de puériculture et de nutrition. Une propharmacie serait déjà ouverte s'il n'y avait pas eu des difficultés bureaucratiques au niveau du chef-lieu de département.

— au centre de chaque village, un foyer culturel offre un cadre adéquat pour les nombreuses réunions ; et deux animateurs de l'Education Populaire ont été affectés dans la zone. Des terrains de football ont été aménagés et un match inter-villageois se déroule souvent le dimanche après-midi.

— trois marchés hebdomadaires étalent les produits complémentaires des autochtones et des colons : huile et vin de palme pour les uns ; petit élevage, produits artisanaux et commerce ambulant pour les autres.

La liaison routière avec Bafang, par taxi ou en bénéficiant du passage d'un camion de l'Opération, apporte un complément nécessaire : fréquentation d'un grand marché, ambiance des rues commerçantes où les produits sont moins chers, bars dansants, etc. De plus, grâce à son parc de taxis qui attendent les voyageurs, Bafang ouvre la porte de tout l'Ouest et de Douala. La route sort les colons de leur marginalité, les rattache à la vie « moderne » en leur permettant la fréquentation du milieu urbain à défaut d'y résider. De là, la très grande sensibilité des pionniers à l'entretien de la route (la portion de route correspondante à la « falaise », non bitumée, est souvent impraticable en saison des pluies), au prix du transport (le prix d'un aller à Bafang peut atteindre 600 F CFA pour une cinquantaine de kilomètres), de là aussi le rêve d'un séjour à Douala. Le milieu urbain reste pour les colons un groupe de référence et un groupe d'appartenance temporaire.

Les formes de sociabilité élaborées dans les nouveaux villages sont proches de celles du milieu urbain. Nous sommes, dans les deux cas, en dehors du contrôle des pouvoirs traditionnels, et le fonctionnement des associations est de type démocratique. Les titres de notabilité ne jouent plus aucun rôle, et c'est par sa réussite économique, son dévouement aux affaires collectives, et la sagesse de ses opinions, que le colon peut s'affirmer comme leader, notamment à l'intérieur des associations de cotisation et de danse. De telles associations apparaissent rapidement dans les zones d'immigration rurale ou urbaine. Elles sont héritières des associations coutumières de la chefferie traditionnelle, mais leur seuil d'éligibilité s'est démocratisé. Par ailleurs, des relations de type vertical s'établissent dans les institutions modernes mises en

(1) crédit remboursable sur la prime alimentaire versée aux pionniers durant les trois premières années.

(2) Deux écoles à cycle complet sont également ouvertes à Nkondjok pour la population autochtone et des villages pionniers environnants.

place par l'administration et l'encadrement : comités de direction de village, coopérative, comité de base du Parti. C'est alors la proximité aux pouvoirs publics qui consacre l'influence sociale d'un leader.

Certes, cette modernisation d'un milieu d'immigration rurale qui rapproche ce milieu du modèle urbain, est un phénomène général particulièrement accentué dans l'Ouest-Cameroun. Les villages pionniers de l'Opération Yabassi-Bafang ne sont donc pas un cas exceptionnel. Une zone de colonisation récente, une population jeune ayant déjà vécu des expériences urbaines et motivée par une promotion économique et sociale, illustre néanmoins avec d'avantage d'éloquence un tel processus de modernisation. Nous allons voir que le facteur essentiel de cette évolution vers le modèle urbain réside dans la stratégie économique des colons.

⁂

La stratégie économique des colons, telle que nous avons pu l'observer dans l'arrondissement de Nkondjok, devient, à long terme, le facteur dominant du développement régional qui achemine la zone de colonisation agricole vers un milieu, plus complexe économiquement, où certains caractères urbains se manifestent. *Cette stratégie économique se caractérise par une nette spécialisation sur les cultures d'exportation et l'existence d'activités non-agricoles* (commerce, artisanat, transport...) qui se greffent très rapidement sur l'exploitation. Enfin elle se manifeste par une capacité d'investir non-négligeable.

Les exploitations agricoles mises en place par les colons sont très centrées sur les plantations de café et de cacao. Les contraintes écologiques ont empêché le développement de certaines activités comme le petit élevage, et, l'absence d'une politique en faveur de l'exploitation du palmier à huile a rendu les colons tributaires des autochtones pour l'huile et le vin de palme. Les pionniers accentuent cette limitation des activités agricoles par leur attitude vis à vis des cultures vivrières. Dans un premier temps, elles bénéficient du front pionnier de défrichage de la forêt. Ce front cultural est, en général, immédiatement planté de caféiers robusta. Ceux-ci, bien alignés et espacés de trois mètres selon les consignes du moniteur agricole, sont surchargés par des cultures vivrières annuelles (macabos, taros, riz) et pluri-annuelles (bananiers, manioc, cannes à sucre). Tendu vers l'attente des premières récoltes de café, pressé par le besoin de nourriture, le colon cumule le maximum de cultures sur la superficie défrichée, et reste sourd aux conseils de l'encadrement qui recommande l'ouverture de champs vivriers distincts. Le front cultural s'éloigne ainsi progressivement de la route ou de la piste, et plusieurs années après leur arrivée, les colons des premiers villages n'avaient pas encore réservé d'emplacement pour les cultures vivrières. Certes, les lots sont loin d'être entièrement défrichés et les meilleurs planteurs n'avaient pas mis en valeur plus de 4 hectares, après cinq ans de travail, sur une superficie de 6 à 8 hectares (1) ; mais les espaces encore disponibles présentent des inconvénients :

— éloignement par rapport à la route et accès rendu difficile par des cours d'eau nombreux et encaissés, notamment pour une mère de famille qui part aux champs avec son enfant sur le dos ;

— rareté des sols sur basalte qui auraient pu être utilisés pour des champs vivriers permanents, alors que les sols sur socle peu profonds et victimes de la sécheresse s'épuisent très rapidement malgré l'humus d'une forêt récemment défrichée. Or ces sols n'ont pas été repérés dans l'organisation du terroir villageois, celui-ci se réduisant à une simple grille géométrique qui délimite des lots d'égale grandeur, indépendamment de la qualité culturale des sols.

Les pionniers alimentent, aujourd'hui, par camions entiers les marchés des deux centres urbains les plus proches : Bafang et Yabassi. Mais lorsque le défrichement se ralentira il est probable que les colons laisseront aux autochtones le soin d'approvisionner les marchés locaux et le centre de Nkondjok. En fait, les colons se sont inscrits à l'Opération pour devenir essentiellement planteurs. Nous n'avons pas retrouvé, dans cette zone de colonisation, ce paysan « acharné » — pour reprendre l'expression de Pierre Gourou (2) — créateur du bocage bamiléké et qui est souvent proposé comme modèle d'adaptation au milieu naturel. Le colon n'envisage pas la reproduction du système agricole traditionnel, ni une adaptation de ce système à un milieu écologique différent. Il se fait planteur pour accéder à l'économie marchande et ne vise pas comme le paysan à utiliser toutes les possibilités du milieu naturel en vue d'une autoconsommation.

La plantation une fois mise en valeur peut être entretenue par un aide-familial (et le surpeuplement

(1) pour 39 exploitations des trois premiers villages la moyenne est de 2 hectares défrichés par colon en août 1971.

(2) Pierre GOUROU qualifie l'agriculture bamiléké d'« acharnée » — *L'Afrique* — 1970, éd. Hachette, p. 178.

du plateau bamiléké le permet aisément), ce qui libère le temps de travail de l'exploitant. Ce dernier peut alors se consacrer à une activité non-agricole dont les revenus s'ajouteront à ceux de la plantation. L'accumulation rapide du capital par une activité commerciale ou artisanale repose sur une base économique — la plantation — qui garantit une stabilité à l'entreprise. Le comportement économique des ex-gardes-civiques, en tant que groupe financièrement privilégié, est révélateur. Arrivés déjà mariés dans la zone, avec même quelques économies en poche, ils ont bénéficié d'une indemnité qu'ils touchent pour la durée de leur reconversion, plus élevée que la prime alimentaire accordée aux autres colons ; enfin, une prime de licenciement leur apporte un capital substantiel. La plupart des ex-gardes-civiques utilisent à bon escient ces revenus : petits commerces de vêtements ou de biens d'usage courant, dépôts de pain, de pétrole, de sel, de poissons séchés, etc. s'ouvrent très tôt dans les villages. Dans une seconde phase, les investissements se font à Nkondjok, chef-lieu de l'arrondissement, qui connaît une expansion démographique notable ; enfin, ils pourront s'orienter vers le milieu urbain le plus proche si le développement régional n'est pas capable d'absorber cette capacité d'investir.

Aujourd'hui planteur, le colon devient le plus vite possible commerçant, artisan ou salarié, et prolongera sa promotion individuelle par une scolarisation poussée de ses enfants. Il aura acquis à l'Opération Yabassi-Bafang, une base économique solide. Ce que nous proposons d'appeler *projet*, et qui correspond à un calcul économique à long terme, n'est certes pas conscient chez tous, d'autant plus que la période d'austérité actuelle que traversent les pionniers (avant la phase de plein rendement des plantations) n'incite pas à la confidence d'un tel espoir ; néanmoins ce projet est nettement affirmé par les plus avancés dans leur réussite économique. Leurs intérêts individuels coïncident avec la démarginalisation de la zone et son intégration dans l'économie marchande.

Un tel projet, en diversifiant les activités économiques, est facteur de transformation de la zone de colonisation. A long terme, et si les investissements publics facilitent cette évolution, caractères ruraux et urbains s'interpénètreront de plus en plus. Le centre administratif de Nkondjok en sera évidemment le premier bénéficiaire. Le département voisin du Mungo, colonisé depuis les années 20 par une immigration spontanée d'origine bamiléké, se présente comme le prototype d'une telle évolution : la route qui conduit rapidement à Douala et les multiples centres urbains secondaires, constituent un réseau qui structure le milieu rural et le fait participer aux avantages de la ville, lieu de modernité.

***

Une zone de colonisation agricole, dans l'Ouest du Cameroun, ne saurait rester un isolat rural sans péricliter. L'expérience de colonisation de la rive gauche du Noum, lancée en 1932 par l'administration coloniale pour atténuer les trop fortes densités du plateau, est là pour en témoigner : en 1967 on ne comptait que 2 400 habitants (1). Restée à l'écart des principales voies de communication, loin d'un centre urbain, cette zone demeure fondamentalement rurale. L'Opération Yabassi-Bafang peut connaître le même sort si l'axe routier n'est pas suffisamment entretenu, et si des investissements publics ne sont pas faits pour doter Nkondjok d'équipements socio-culturels. Les migrants bamiléké recherchent des terres disponibles pour ouvrir des plantations, mais n'acceptent pas pour autant de vivre dans une situation trop marginale. Paradoxalement, une plantation est, pour eux, le moyen d'exercer des activités non-agricoles. Ces activités exigent une région traversée par un axe de circulation, et un volume démographique suffisant. Le retour à la terre n'est donc pas une rupture par rapport aux expériences urbaines antérieures. Dans le cas des villages pionniers de l'Opération Yabassi-Bafang, il est au contraire un moyen de se réintégrer économiquement et socialement dans une économie de type moderne, de bénéficier à la fois des avantages du milieu rural et des services offerts habituellement par le milieu urbain. La proximité d'un pôle urbain ne peut donc qu'augmenter les chances de réussite d'une opération de colonisation agricole. Ceci va à l'encontre de la tendance des planificateurs qui souhaitent orienter les mouvements migratoires vers des régions restées jusqu'à présent marginales, peu peuplées, et dépourvues d'armature urbaine — ce qui se traduit sur une carte des densités par un vecteur impératif allant d'une zone de forte pression démographique à une zone de faible densité. Cela va aussi à l'encontre d'une ruralisation de l'enseignement qui se présenterait sous la forme négative d'un barrage freinant l'accès des jeunes au milieu urbain.

La participation au fait urbain, telle que nous l'avons définie, n'est pas liée exclusivement à la

(1) J.C. CHAMPAUD, op. cit. 1972.

résidence actuelle. Le détour urbain est, dans la plupart des cas, une étape migratoire importante par la qualification professionnelle qui y est acquise. Il en reste un modèle réactivé par les séjours temporaires en ville. Le développement des voies de communication, l'économie de plantation, la multiplication des équipements socio-culturels, ne rendent pas indispensables la résidence citadine pour bénéficier de la consommation urbaine. Par la modernisation des milieux ruraux, sous l'initiative de multiples agents sociaux, une continuité s'instaure entre ville et campagne et remplace le schéma classique de l'exode rural. Par ses caractéristiques, la zone de colonisation agricole se prête souvent plus aisément à ce processus de modernisation.

janvier 1973

Manuscrit reçu au S.C.D. le 2 juillet 1973.

BIBLIOGRAPHIE

BARBIER (J.C.) — Les villages pionniers de l'Opération Yabassi-Bafang. Aspects sociologiques de l'émigration bamiléké en zone de forêt, dans le département du Nkam. ORSTOM, Yaoundé, 1971, 303 p.

CHAMPAUD (J.) — Atlas régional Ouest 2. ORSTOM, Yaoundé, 1971, 192 p.

CHAMPAUD (J.) — L'utilisation des équipements tertiaires dans l'Ouest du Cameroun. Colloque international du CNRS sur : « La croissance urbaine en Afrique Noire et à Madagascar », Talence 29 septembre-2 octobre 1970. Ed. CNRS, Paris, 1972, p. 401-413.

HAERINGER (Ph.) — L'observation rétrospective appliquée à l'étude des migrations africaines, in *Cah. ORSTOM, Sér. Sci. Hum.*, vol. V, n° 2, 1968.

HURAULT (J.) — La structure sociale des Bamikélé, éd. Mouton et Co., Paris, La Haye, 1962, 133 p.

RAISON (J.P.) — La colonisation des terres neuves tropicales, *in* Etudes Rurales, n° 31, juillet-septembre 1968.

TARDITS (C.) — Les Bamiléké de l'Ouest-Cameroun, éd. Berger-Levrault, Paris, 1960, 135 p.